

La stratégie du contrat s'appuie sur 2 enjeux :

- 1/ Maintenir et renforcer la cohésion et l'attractivité du territoire*
- 2/ Valoriser les savoir-faire locaux et l'économie productive*

Le territoire souhaite mettre en place une démarche globale en faveur de la revitalisation, dynamisation des centralités et des centres-bourgs, développer l'offre touristique et patrimoniale (création de voies vertes, collégiale du Moustier à Saint-Yrieix), conforter l'offre de soins avec la création de maisons de santé, développer les infrastructures et usages numériques (création de tiers lieux).

Afin de valoriser les savoir-faire locaux et l'économie productive, la création d'un marché au cadran a été soutenue par la Région ; le territoire souhaite valoriser la production agricole et la consommation locales en développant les halles commerciales. Par ailleurs, la Région soutient la cité du cuir à Saint-Junien par des actions d'animation de la filière en complément des investissements.

Une aide à l'ingénierie territoriale cohérente avec les thématiques opérationnelles retenues est prévue de façon à renforcer le pilotage et la capacité de mise en œuvre des actions inscrites au contrat.

Le contrat, le diagnostic du territoire et le plan d'actions sont annexés.

Le contrat de dynamisation et de cohésion du Haut limousin

Situé en frontière de la Nouvelle-Aquitaine, au nord-ouest de Limoges Métropole, le territoire de contractualisation du Haut Limousin se compose des deux communautés de communes du Haut Limousin en Marche et de Gartempe Saint-Pardoux et couvre 51 communes. Il compte 29 400 habitants. Il est organisé autour du petit pôle de Bellac, qui concentre 18 % de la population et 28 % de l'emploi territorial. La majorité de la population vit dans un espace rural peu dense, 9 % en couronne périurbaine de Limoges.

Le tissu économique du Haut Limousin est, à l'image des territoires ruraux néo-aquitains, majoritairement composé de petites entreprises (93 % d'établissements comptent moins de 20 salariés). Les deux principales entreprises pourvoyeuses d'emplois sont les Chaîneries Limousines à Bellac et la Société Etudes et Construction mécanique à Blanzac.

Le commerce (gros et détail) et la réparation automobiles spécialisent ce territoire avec 17,7 % de l'emploi salarié.

Le tissu économique du territoire a subi comme partout de profondes mutations depuis les années 1970. La part de la sphère productive, largement prédominante en 1975 (66% des emplois), a très fortement reculé au profit de la sphère présentielle qui atteint désormais une représentation similaire au niveau national.

Les emplois productifs ont en effet chuté de moitié entre 1975 et 2013. Les flux de revenus que le Haut Limousin capte en provenance de l'extérieur, essentiels à son développement, reposent de plus en plus sur les pensions de retraite et de moins en moins sur ses capacités productives concurrentielles. Le déséquilibre induit par un poids croissant des pensions de retraite et un repli de la base productive interpelle.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

033-200053759-20181217-lmc10000260336-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/12/2018
Retour Préfecture : 19/12/2018

Toutefois, des marges de manœuvre peuvent être initiées par le territoire en mobilisant ses propres ressources et spécificités, en consolidant l'économie productive exportatrice, en développant des activités présentes et en recherchant une plus grande attractivité résidentielle et touristique.

La stratégie du territoire s'appuie sur 2 enjeux :

- Renforcer les filières d'excellence du territoire, en particulier l'agriculture et les industries de pointe
- Mettre en place les conditions de l'attractivité en vue d'augmenter le nombre d'habitants et permettre l'installation de jeunes actifs

Le territoire souhaite s'impliquer dans les démarches de mise en place de circuits courts et de valorisation des productions liées à l'alimentation. Un Projet Alimentaire de Territoire a été validé, ainsi que le principe de commercialisation des produits locaux vers les territoires limitrophes, dont l'agglomération de Limoges. Ce projet est également intégré au Plan Climat Air Energie Territorial des 2 EPCI, en cours de finalisation.

Le projet de Halle multifonctionnelle sur la communauté de communes du Haut-Limousin en Marche a notamment pour vocation d'accueillir des événementiels agricoles, dont le salon professionnel TECH OVIN, à rayonnement national. Le territoire souhaite également mettre l'accent sur les itinérances douces, en créant une voie verte de 34 km, traversant la quasi-totalité du territoire, en continuité d'une voie vélo route existante sur le sud-ouest Creuse.

Une aide à l'ingénierie territoriale cohérente avec les thématiques opérationnelles retenues est prévue de façon à renforcer le pilotage et la capacité de mise en œuvre des actions inscrites au contrat.

Le contrat, le diagnostic du territoire et le plan d'actions sont annexés.

Le contrat de dynamisation et de cohésion du Thouarsais - Loudunais

Situé en limite Nord de la Nouvelle-Aquitaine, à cheval sur les départements des Deux-Sèvres et de la Vienne, le territoire de contractualisation du Thouarsais-Loudunais, regroupant les communautés de communes du Thouarsais et du Pays Loudunais, compte 60 500 habitants en 2014.

La majeure partie du territoire est constituée d'espaces multipolarisés, attirés par plusieurs pôles urbains, les deux situés au sein du territoire (Thouars et Loudun) et des pôles extérieurs proches (Bressuire, Poitiers, Airvault, Parthenay, ainsi que Saumur et Chinon hors Nouvelle-Aquitaine).

Le tissu économique local reste spécialisé dans des secteurs industriels traditionnels diversifiés, l'industrie du bois-papier-carton avec l'entreprise Robert Schisl, l'agro-alimentaire (l'entreprise fromagerie de Riblaire, l'entreprise Loeul-Piriot de transformation de viande de lapin et chevreau...), la plasturgie (avec l'entreprise Leul Menuiseries) ou encore la métallurgie et s'appuie sur des PME de taille conséquente. Le poids relativement important de l'agriculture (8,7% de l'emploi en 2014) caractérise aussi le territoire.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

033-200053759-20181217-lmc10000260336-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/12/2018
Retour Préfecture : 19/12/2018